

**« Banco pour le Pacte de Dijon ! »**  
*Le Président de la République le 22 mai 2018*

**L'AdCF et France urbaine se félicitent de l'intérêt exprimé par le Président de la République pour le Pacte de Dijon pour une nouvelle politique de cohésion urbaine et sociale, ce mardi 22 mai, lors de son discours « La France une chance pour tous ».**

En présence de nombreux acteurs de la politique de la ville, dont une délégation d'élus de l'AdCF et de France urbaine représentée à la tribune par Jean-Luc Rigaut et David Kimelfeld\*, le Président de la République a souligné l'importance du rôle des métropoles, agglomérations et intercommunalités dans la relance de la politique de cohésion urbaine et sociale. Il a exprimé sa convergence de vue avec les orientations du Pacte.

Les 77 premiers signataires du Pacte\* sont prêts à se lancer dans une nouvelle contractualisation, afin de mettre en œuvre concrètement les engagements de l'Etat et des territoires urbains. « *Avec les métropoles et agglomérations, nous avons conclu un Pacte. J'y suis prêt* » a de son côté affirmé le Président de la République.

France Urbaine, présidée par Jean-Luc Moudenc, et l'AdCF, présidée par Jean-Luc Rigaut, sont convaincues que la politique de cohésion urbaine et sociale a aujourd'hui besoin d'une refondation ambitieuse et de nouvelles méthodes de travail entre l'Etat et les collectivités. Une politique qui s'est parfois dispersée dans l'empilement de dispositifs et de procédures.

Le Président de la République a souligné les différentes mesures déjà prises par son gouvernement et donne rendez-vous dès juillet à tous les acteurs de la politique de cohésion urbaine et sociale pour une nouvelle étape de mise en œuvre.

Les deux associations restent vigilantes quant au suivi d'actions concrètes et effectives liées aux engagements du Pacte. L'AdCF et France Urbaine demeurent par ailleurs très attachées aux programmes de renouvellement urbain et à la simplification du fonctionnement de l'ANRU.

**« Nous avons bien sûr noté les engagements du gouvernement sur ces sujets. Nous y serons très attentifs et exigeants. Aux problèmes de haute intensité des quartiers défavorisés, il faut des moyens de haute intensité. »** ont précisé Jean-Luc Rigaut et David Kimelfeld lors de leur intervention commune à l'Élysée.

\* Jean-Luc Rigaut, président de l'AdCF et président du Grand Anancy, et David Kimelfeld pour France urbaine, président de la Métropole du Grand Lyon.

\* **Retrouver le Pacte et la liste des signataires :** [www.pacte-cohesion-urbaine.fr](http://www.pacte-cohesion-urbaine.fr)

Contact		
<b>France urbaine</b> Jilliane POLLAK 06 40 86 45 38 <a href="mailto:j.pollak@franceurbaine.org">j.pollak@franceurbaine.org</a>	<b>AdCF</b> Sandrine Guirado 06 86 79 42 92 <a href="mailto:s.guirado@adcf.asso.fr">s.guirado@adcf.asso.fr</a>	<b>O2P</b> Olivia PENICHO 06 07 08 91 47

*France urbaine, présidée par Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole, est l'association qui regroupe les élus des métropoles, grandes intercommunalités et villes françaises, comptant 101 membres de toutes tendances politiques confondues. Elle participe à la structuration du monde urbain et à l'attractivité de tout son territoire. Sa légitimité la prédispose à entretenir de nombreux contacts avec l'exécutif et le Parlement, avec lesquels elle collabore au quotidien dans le but de défendre les intérêts des territoires et des citoyens. Acteurs de la transition énergétique et des politiques d'aménagement du territoire, les territoires urbains ont une responsabilité qui dépasse leurs frontières administratives. En ce sens, France urbaine défend une « alliance des territoires » en mesure de faciliter les coopérations territoriales et d'assurer une pleine effectivité des politiques publiques.*

*L'Assemblée des Communautés de France fédère, représente et accompagne au quotidien près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories : communautés de communes, d'agglomération, urbaines et métropoles. L'AdCF assure un dialogue constant avec les ministères et les membres du gouvernement ainsi que la représentation des communautés et métropoles au sein de nombreuses instances nationales.*